

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité Administrative  
Bâtiment C – 2ème étage  
Boulevard George Sand  
36000 CHATEAUROUX

Châteauroux

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LAVAUX**

La Ballastière  
37705 Saint-Pierre-des-Corps

Références : VI 14/11/23 UD36 (TD)  
Code AIOT : 0010002919

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 dans l'établissement LAVAUX implanté Le Bois du Prieuré 36320 Villedieu-sur-Indre. L'inspection a été annoncée le 08/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAVAUX
- Le Bois du Prieuré 36320 Villedieu-sur-Indre
- Code AIOT : 0010002919
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAVAUX exploite les calcaires du secteur "Bois du Prieuré" sur la commune de Villedieu sur Indre (36) depuis 1998. La société LIGERIENNE GRANULATS a acquis la société LAVAUX en juillet 2014. Les matériaux extraits et produits par la société LAVAUX sur la carrière du Bois du Prieuré sont

des granulats (calcaire de Levroux) permettant l'approvisionnement:

- du secteur local et les chantiers de BTP de la région Centre Val de Loire
- des régions limitrophes (départements de la Nièvre et de l'Allier) pour la fourniture de matériaux pour l'amendement agricole des sols.

L'entreprise LAVAUX est autorisée par arrêté préfectoral du 11 juillet 2022 pour une durée de 21 ans et un volume d'extraction maximal de 400 000 tonnes/an.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Aménagements préliminaires (information au tiers, bornage, eau de ruissellement)
- Extraction
- Plan de surveillance des retombées de poussières.
- Mesures périodiques des niveaux sonores
- Contrôle des accès

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conduite d'extraction	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 2.1.4.1.1	Sans objet
2	Conduite d'extraction	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 2.1.4.1.2	Sans objet
3	Conduite d'extraction	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 2.1.4.1.3	Sans objet
4	Conduite d'extraction	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 2.1.4.5	Sans objet
5	Autosurveillance retombées poussières	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 3.2.2	Sans objet
6	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 6.2.3	Sans objet
7	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 7.2.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessus.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conduite d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 2.1.4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Information des tiers
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'inspection constate que l'exploitant a mis en place des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Conduite d'extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 2.1.4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bornage
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none"><li>- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;</li><li>- le cas échéant, des bornes de nivellement.</li></ul> Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'inspection a constaté de manière ponctuelle sur le terrain, la présence de bornes. Elles sont dégagées et en place. Elles devront le rester jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Conduite d'extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 2.1.4.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau de ruissellement
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] le réseau hydrographique du site est constitué par un fossé (sec l'été) d'environ 3,7 km de longueur. Il est exutoire du trop-plein des eaux de ruissellement issues de la plateforme technique de la carrière, après passage dans 3 bassins de décantation disposés en série. [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'inspection constate que les eaux de ruissellement issues de la plateforme technique de la carrière et du lave-roue, se dirigent pour traitement vers 3 bassins de décantation disposés en série avant retour au milieu naturel. L'exploitant précise que pour le suivi des alertes sécheresses, il dispose d'un tableau de suivi intitulé "consommation d'eau de forage". Il est remis ce jour à l'inspection lors de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Conduite d'extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 2.1.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le fond de fouille de la carrière a pour cote minimale 133,2m NGF au droit de l'extension [...]  [...] L'exploitation s'effectue par gradins. La hauteur verticale de chaque gradin n'excède pas 15 mètres par rapport au terrain naturel. L'extraction est réalisée par gradins de hauteur maximale 5 m séparés par des banquettes de largeur minimale de 5 m. [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté

<b>Observations :</b> L'inspection constate sur le plan d'exploitation que le fond de fouille de la carrière a pour côte minimale 133.31m ce qui est cohérent avec la cote minimale de 133,2m NGF prescrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 juillet 2022. L'exploitation de la carrière s'effectue par gradins n'excédant pas 15 mètres de hauteur par rapport au terrain naturel. L'extraction est réalisée par gradins de hauteur maximale 5 m séparés par des banquettes de largeur minimale de 5 m.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Autosurveillance retombées poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Campagne de mesures et suivi retombées poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m <sup>2</sup> /jour. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m <sup>2</sup> /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur objectif définie ci-dessus, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'exploitant présente les résultats des retombées atmosphériques totales en mg/m <sup>2</sup> /jour. Ces mesures sont réalisées par GEOSCOP avec des synthèses trimestrielles. L'inspection des installations classées a analysé les résultats de la synthèse trimestrielle réalisée le 27 février au 29 mars 2023 et celle du 22 mai au 22 juin 2023. Aucun dépassement n'est observé, l'objectif à atteindre étant d'être inférieur à 500 mg/m <sup>2</sup> /jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Niveaux acoustiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 6.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans. [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> Les mesures du niveau bruit sont réalisées par le bureau d'étude ETUDE CONSEIL ENVIRONNEMENT. Le dernier rapport de mai 2023 fait suite à la réalisation de la mise en place d'un bardage (mise en place par l'entreprise AMC Matériels) permettant notamment la diminution des émergences du bruit. L'inspection ne constate pas de dépassement de seuils.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Contrôle des accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des accès
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'ensemble du site est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie (clôtures, merlons et un portail).
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'inspection constate que l'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès et en dehors des heures ouvrées, l'accès au site est interdit par la fermeture de barrières. L'ensemble du site est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie soit par clôtures ou merlons de terre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite